SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 14 MAI 1845.

Rapport de la Commission chargée de l'examen du Projet de loi accordant aux anciens habitants des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg, un nouveau délai pour obtenir la grande Natura- lisation.

(Voir les Nos 8, 71 et 414 de la Chambre des Représentants et du Sénat.)

MESSIEURS,

Un certain nombre de personnes nées dans les parties cédées du Limbourg et du Luxembourg, mais domiciliées en Belgique, ont omis de faire la déclaration exigée par la loi du 4 juin 1835.

Les unes ont ignoré les dispositions de la loi, les autres ont cru la déclaration inutile à raison de leur domicile établi en Belgique. Il en est en outre qui ont fait des déclarations irrégulières et insuffisantes.

Le Gouvernement et la Chambre des Représentants ont cru devoir donner à des personnes qui ont évidemment voulu rester Belges, les moyens de profiter du bénéfice de la loi de 1839. Après avoir subi diverses modifications, le projet a été voté, tel qu'il vous a été distribué.

Votre Commission ne peut qu'approuver le but du projet de loi et elle vous en propose l'adoption, à l'unanimité de ses membres.

D. SIRAUT.

CHRISTYN Comte DE RIBAUCCOURT.

E. F. Baron COPPENS.

Baron H. DELLAFAILLE, Rapporteur.